



Assemblée générale

Distr. générale
19 octobre 2012
Français
Original : anglais

Soixante-septième session

Point 110 d) de l'ordre du jour

**Élections aux sièges devenus vacants dans les organes
subsidiaires et autres élections : élection
de dix-huit membres du Conseil des droits de l'homme**

**Note verbale datée du 18 octobre 2012, adressée
au Secrétariat par la Mission permanente du Gabon
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Mission permanente de la République gabonaise auprès de l'Organisation des Nations Unies a l'honneur de communiquer ci-joint un document faisant état des engagements qu'elle a pris volontairement en application de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale (voir annexe).

La République gabonaise présente, avec l'approbation de l'Union africaine, sa candidature aux élections au Conseil des droits de l'homme pour la période 2013-2015, qui se tiendront le 12 novembre 2012.



**Annexe à la note verbale datée du 18 octobre 2012 adressée
au Secrétariat par la Mission permanente du Gabon
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : français]

**Candidature du Gabon au Conseil des droits de l'homme
pour la période 2013-2015**

**Engagements pris volontairement en application de la résolution 60/251
de l'Assemblée générale**

1. La République gabonaise s'est toujours inscrite dans la dynamique de la légalité internationale en matière de promotion et de protection des droits de l'homme.
2. En effet, l'un des objectifs poursuivis par le Gouvernement gabonais dans ce domaine est de créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et au respect des obligations nées des traités internationaux et d'autres sources du droit international.
3. La République gabonaise pose de nouveau sa candidature au Conseil des droits de l'homme pour accompagner les efforts de la communauté internationale dans le renforcement de ces droits. Elle s'engage donc à poursuivre, au niveau national, la promotion et la protection des principes universels des droits de l'homme, et à contribuer à leur effectivité aux niveaux régional et international.
4. La République gabonaise a été membre du Conseil des droits de l'homme de 2006 à 2008 et de 2009 à 2011. Ses prises de position au sein de cet organe, lorsqu'il s'agissait d'examiner les situations de violations des droits de l'homme, témoignent de son engagement d'œuvrer toujours en faveur des idéaux de paix, de justice, d'égalité et de liberté, qui sont le fondement même de la Charte des Nations Unies.
5. La République gabonaise a également pris une part active en 2011 aux processus de Genève et de New York, sur la révision du statut et des méthodes de travail du Conseil des droits de l'homme.

Au plan national

6. La Constitution de la République gabonaise garantit le respect et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales.
7. Plusieurs institutions ont été mises en place pour veiller au respect des droits des citoyens, y compris les droits des femmes, des enfants et des personnes handicapées. Il s'agit en l'occurrence de :
 - La Commission nationale des droits de l'homme;
 - L'Observatoire national sur les droits de l'enfant;
 - L'Observatoire national sur la parité.

8. Le Gabon n'a cessé de travailler en étroite coopération avec plusieurs pays et organisations internationales en vue de renforcer son système national de promotion et de protection des droits de l'homme.

Au plan régional

9. Le Gabon a été parmi les pays africains qui ont joué un rôle déterminant dans l'établissement de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, qu'il a eu l'honneur de présider.

10. Le Gabon a toujours offert ses bons offices dans la recherche des solutions aux multiples conflits qui minent le continent africain et dont les effets occasionnent souvent des situations d'instabilité politique pouvant engendrer de graves violations des droits de l'homme.

Au plan mondial

11. Le Gabon, qui est Membre de l'Organisation des Nations Unies depuis son accession à la souveraineté internationale en 1960, est très attaché à la promotion des buts et principes édictés dans la Charte des Nations Unies ainsi qu'à la Déclaration universelle des droits de l'homme et des autres instruments internationaux en matière de droits de l'homme.

12. C'est dans cette optique que le Gabon a signé, ratifié ou adhéré aux principaux instruments juridiques suivants :

- Charte africaine des droits de l'homme et des peuples;
- Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide;
- Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale;
- Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels;
- Pacte international relatif aux droits civils et politiques;
- Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid;
- Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;
- Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;
- Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;
- Convention relative aux droits de l'enfant;
- Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés;
- Protocole facultatif relatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants;

- Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

13. Son engagement en faveur de la protection des personnes vulnérables s'est traduit lors de sa deuxième présidence du Conseil de sécurité des Nations Unies, en juin 2011, par l'adoption, à son initiative, de la résolution 1983 (2011).

14. Une grande partie de la résolution 1983 (2011) est consacrée à la protection des femmes et des filles contre les violences sexuelles en période de conflits armés et aux risques d'infection au VIH auxquels elles sont exposées.

15. Il en est de même de l'aboutissement à l'Assemblée générale des Nations Unies, de son initiative en faveur des droits de la veuve et de l'orphelin, qui s'est matérialisé par l'adoption de la résolution 65/189 instituant une Journée internationale de la veuve le 23 juin de chaque année.

L'engagement du Gabon au sein du Conseil des droits de l'homme

16. Le Gabon s'engage à coopérer pleinement avec le Conseil des droits de l'homme dans tous les domaines qui relèvent de sa compétence, conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale.

17. Dans cette perspective, il compte s'investir dans tous les travaux du Conseil des droits de l'homme en vue de promouvoir et renforcer les mécanismes de protection des droits de l'homme.

18. Le Gabon s'y engage en ayant la ferme conviction que cet organe est la tribune démocratique par excellence où les États Membres fédèrent leurs efforts dans le respect mutuel, le dialogue et la concertation, en vue de trouver des solutions aux problèmes des droits de l'homme.

19. Enfin, la République gabonaise s'engage à mettre en œuvre les recommandations issues du deuxième cycle de l'examen périodique universel.
